

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DÉCHETTERIE exploitée par la Communauté de Communes TERRE D'EAU

58 RUE DES ANCIENNES HALLES

--

88140 Bulgnéville

Références : S-25-442RP

Code AIOT : 0006207706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans la déchetterie implantée ancienne route de Bulgnéville -- 88140 CONTREXEVILLE. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles de l'inspection des installations classées et plus particulièrement dans le cadre d'une action relative à la prévention du risques incendie sur les installations de gestion de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DÉCHETTERIE CC TERRE D'EAU
- ancienne route de Bulgnéville -- 88140 CONTREXEVILLE
- Code AIOT : 0006207706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de communes Terre d'eau exploite une déchetterie sur la commune de CONTREXEVILLE, autorisée pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 2710-1-a (autorisation) : installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets ;
- 2710-2-a (Enregistrement) : installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.

La visite d'inspection a porté sur le contrôle du respect de certaines des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/03/12 applicable aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet
2	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Sans objet
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
4	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents présentés par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recensé les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre et pour chacune de ses parties l'exploitant a déterminé la nature du risque.</p> <p>L'exploitant a présenté ce recensement à l'inspection. Il est matérialisé sous forme de plans affichés à l'entrée de la déchetterie ainsi que sur la façade vitrée du bureau du gardien. Ces plans identifient également l'ensemble des ateliers et des stockages du site de la déchetterie.</p> <p>Devant chaque locaux de stockage ou d'entreposage, des panneaux représentant les pictogrammes de danger en fonction des risques identifiés, spécifiques aux déchets, sont accrochés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'ensemble des locaux a été ouvert lors de la visite et l'inspection a pu constater la présence de 8 détecteurs de fumée, dans chacun d'eux. L'exploitant a présenté une liste des détecteurs de fumée, ainsi qu'une procédure d'entretien avec une fréquence de contrôle mensuelle. Un échéancier de réalisation de ces contrôles a également été présenté. Le site ne dispose pas de système d'extinction automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>Le gardien a à sa disposition un téléphone portable pour alerter les pompiers en cas de besoin.</p> <p>Le plan des locaux avec description des dangers pour chaque local a été présenté à l'inspection. Il est affiché à l'entrée de la déchetterie ainsi que sur la façade du bureau du gardien. (cf. point de contrôle n° 1).</p> <p>La site ne dispose pas de poteau d'incendie. Une réserve d'eau est mise en place, d'un volume de 120 m³ avec une prise de raccordement positionnée juste devant pour permettre aux pompiers de s'alimenter et une protection contre le gel.</p> <p>Le site dispose de 4 extincteurs répartis sur l'ensemble du site.</p> <p>La vérification périodique des extincteurs ainsi que de la réserve d'eau a été réalisée par la société Protection Sécurité Incendie (PSI) située à SAULXURES SUR MOSELOTTE, le 17 janvier 2025. Le rapport de contrôle a été présenté à l'inspection et ne présente pas de non conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plans des locaux et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des locaux indiquant les équipements d'alerte et de secours, présentant pour chaque local les dangers présents, ainsi que le schéma des réseaux, avec positionnement de la vanne manuelle d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinctions d'incendie et l'armoire électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• les modes opératoires ;• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;• les instructions de maintenance et de nettoyage ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des consignes stipulées à l'article susvisé est affiché dans le bureau du gardien de la déchetterie. Ces consignes sont imprimées en double dans un classeur présent sur site.</p> <p>Les formulaires de « permis feu » ont été présentés à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite